

EVIDENCE

OTTAWA, Wednesday, February 15, 2023

The Standing Committee on Audit and Oversight met with videoconference this day at 1:32 p.m. [ET], in camera, to supervise and report on the Senate's internal and external audits and related matters; and, in public, to supervise and report on the Senate's internal and external audits and related matters.

Senator Marty Klyne (Chair) in the chair.

(The committee continued in camera.)

(The committee resumed in public.)

The Chair: I'm Marty Klyne, senator from Saskatchewan and Chair of the Standing Committee on Audit and Oversight. Participating in this meeting are Senator Renée Dupuis, deputy chair from Quebec; Senator David Wells, deputy chair from Newfoundland and Labrador; Senator Percy Downe from Prince Edward Island; Madam Hélène Fortin, external member from Quebec; and Mr. Robert Plamondon, external member from Ontario.

Senators, external members, we have before us a budget application for travel to London, U.K., for a fact-finding mission for the fiscal year ending March 31, 2024. Is it agreed that we approve this budget for submission to the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration? Agreed? All in agreement? Thank you. This budget will be submitted to the Committee on Internal Economy, Budgets and Administration to be reviewed by the Subcommittee on Senate Estimates and Committee Budgets.

The next item on the agenda and our next item of business is a presentation from the independent external auditors of the audit plan for the Senate for the year 2023-24. From Ernst & Young LLP, we welcome Suzanne Gignac, Partner, Assurance Services; and Niguel Givogue, Senior Manager, Assurance Services. Thank you both for being with us today. From the Senate Finance and Procurement Directorate, we also welcome Pierre Lanctôt, Chief Financial Officer; and Nathalie Charpentier, Comptroller and Deputy Chief Financial Officer.

Ms. Gignac, the floor is yours.

Suzanne Gignac, Partner, Assurance Services, Ernst & Young LLP: Thank you very much, senator. We'll very quickly walk you through our audit plan at a high level and then answer any questions you might have on the plan.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le mercredi 15 février 2023

Le Comité permanent de l'audit et de la surveillance se réunit aujourd'hui, à 13 h 32 (HE), à huis clos, avec vidéoconférence, pour superviser et faire rapport sur les audits internes et externes du Sénat et les questions connexes et en séance publique, pour superviser et faire rapport sur les audits internes et externes du et les questions connexes.

Le sénateur Marty Klyne (président) occupe le fauteuil.

(La séance se poursuit à huis clos.)

(La séance publique reprend.)

Le président : Je m'appelle Marty Klyne. Je suis sénateur de la Saskatchewan et président du Comité permanent de l'audit et de la surveillance. Les participants à la réunion d'aujourd'hui sont la sénatrice Renée Dupuis, vice-présidente du Québec; le sénateur David Wells, vice-président de Terre-Neuve-et-Labrador; le sénateur Percy Downe de l'Île-du-Prince-Édouard; Mme Hélène Fortin, membre externe du Québec; et M. Robert Plamondon, membre externe de l'Ontario.

Mesdames et messieurs les sénateurs et membres externes, nous sommes saisis d'une demande de budget afin de mener une mission d'études à Londres, au Royaume-Uni, pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024. Êtes-vous d'accord pour que ce budget soit approuvé et présenté au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration? Sommes-nous tous d'accord? Merci. Le budget sera présenté au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration pour qu'il soit examiné par le Sous-comité du budget des dépenses du Sénat et des budgets de comités.

Le prochain point à l'ordre du jour, et c'est aussi notre prochain sujet, est un exposé de vérificateurs externes indépendants sur le plan d'audit pour le Sénat pour l'exercice de 2023-2024. Nous souhaitons la bienvenue à Suzanne Gignac, associée, Service de certification, ainsi qu'à Niguel Givogue, chef d'équipe senior, Service de certification, de Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. Merci à vous deux d'être parmi nous aujourd'hui. Nous accueillons également Pierre Lanctôt, dirigeant principal des finances, et Nathalie Charpentier, contrôleur et dirigeante principale adjointe des finances, de la Direction des finances et de l'approvisionnement du Sénat.

Madame Gignac, vous avez la parole.

Suzanne Gignac, associée, Service de certification, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. : Merci beaucoup, sénateur. Nous allons faire très rapidement un survol de notre plan d'audit puis répondre aux questions que vous pourriez avoir à ce sujet.

Page 2 of our document, which is the executive summary, is where I'll put most of my focus. On the left-hand side, we have the 2023 audit plan. It identifies that we're engaged to perform an audit in particular to express an opinion on the financial statements that will be in accordance with Public Sector Accounting Standards for the March 31, 2023 year end. In doing that, our audit opinion is fairly stated in all material respects. Materiality becomes a key concept from an audit perspective. It is essentially the level at which an error or omission would be considered to impact the user of a financial statements decision.

There are some very set industry standards, usually in the 1% to 3% range. As in the prior year, we're using 2.5% of forecasted expenses for the Senate, which is a materiality of \$2.7 million.

Down on the left-hand side, we have our audit approach. Our approach will be a substantive approach as the most efficient and effective audit for the financial statements. We will do analytics, confirmations, and actual tests of transactions and details to support the financial statement information.

Under it are areas of emphasis, which are in line with the prior year for the first five of them. With those, we will do walk-throughs to understand the processes and the controls, although we won't be doing detailed testing of the controls. Again, we will do confirmations, substantive analytics and other tests of details.

The last bit on that list is the revised auditing standard on risk assessment, which is Canadian Auditing Standard 315. This standard has existed for many years, but it was revised to change with the environment and the fact that IT is a very significant component of an audit and a risk assessment at this point. So we will do additional work on IT, in particular, from a risk-assessment perspective, to see if we identify any new or changes to risk as a result. At this point, based on the work we've done, we don't anticipate and have not identified any new risks as a result of the revised standard.

Underneath that, on the left, we have fraud considerations and risk of management override. This is something we're required to also consider as part of the audit. There is always a presumed risk of management override, and we do specific procedures to deal with that. We use our general ledger analyzer, we extract all of the journal entries, we look for specific unusual items and then we look at those transactions in particular.

Je vais surtout me concentrer sur la page 2 de notre document, qui est le résumé. Du côté gauche, nous avons le plan d'audit de 2023. Il est indiqué que nous nous chargeons de réaliser un audit, notamment pour exprimer une opinion sur les états financiers qui sera conforme aux Normes comptables pour le secteur public pour la fin d'exercice au 31 mars 2023. De cette façon, notre opinion donnera une image fidèle à tous les égards. L'importance relative devient un concept clé du point de vue de la vérification. C'est essentiellement le seuil à partir duquel on considère qu'une erreur ou une omission a une incidence sur la personne qui donne suite à une décision relative aux états financiers.

L'industrie a des normes très bien établies, habituellement entre 1 et 3 %. Comme pour l'année précédente, nous nous servons de 2,5 % des charges prévues pour le Sénat, ce qui représente une importance relative de 2,7 millions de dollars.

Plus bas à gauche, nous avons notre approche d'audit, soit une approche solide qui permettra de réaliser l'audit le plus efficient et efficace qui soit pour les états financiers. Nous ferons des analyses, nous confirmerons des données et nous réaliserons des tests sur des transactions et des détails pour appuyer l'information sur les états financiers.

Plus bas, il y a les aspects prioritaires. Les cinq premiers correspondent à ceux de l'année précédente. Ils nous serviront à passer en revue les processus et les contrôles afin de les comprendre, même si nous n'allons pas réaliser de tests détaillés sur les contrôles. Une fois de plus, nous confirmerons des données, nous suivrons des procédures analytiques et nous réaliseraux d'autres tests sur les données.

La dernière partie de la liste reprend la norme d'audit révisée sur l'évaluation des risques, c'est-à-dire la Norme canadienne d'audit 315, qui existe depuis de nombreuses années, mais qui a été revue pour l'adapter à l'environnement et au fait que les technologies de l'information, ou les TI, sont dorénavant un élément très important d'un audit et de l'évaluation des risques. Nous allons donc faire un travail supplémentaire pour les TI, en particulier, du point de vue de l'évaluation des risques afin de voir si les risques ont changé ou s'il y en a de nouveaux. À ce stade-ci, d'après le travail que nous avons fait, nous ne nous attendons pas à ce qu'il y ait de nouveaux risques compte tenu de la nouvelle norme, et nous n'en avons d'ailleurs pas cerné.

Encore plus bas, à gauche, nous avons les considérations liées à la fraude et le risque de contournement par la direction. Nous devons également en tenir compte dans le cadre de l'audit. Il y a toujours un risque présumé de contournement par la direction, et nous suivons des procédures précises pour examiner cela. Nous nous servons de notre analyseur de grands livres, nous extrayons toutes les écritures de journal, nous cherchons des postes inhabituels et nous examinons ensuite plus particulièrement les transactions concernées.

In the middle, we have our digital commitment. We will continue to use our EY Canvas and portal to share information with Senate management and staff, and to keep track of how the audit is progressing. For the last few years, we have done our audits entirely virtually, which has not impeded the audit, but we will be able to be in person if that is what the Senate would like us to do. We will really move with the management of the Senate. If they are in person, then we will be in person as well, but we're not concerned if we do have to do the audit virtually.

Then, on the right-hand side, you have additional points to consider. We do anticipate doing the audit in June/July of this year. Our team includes me as well as Niguel, who has been on it for a number of years, and we will be supported by the staff on the engagement.

Then, in the appendices, which I won't go through in detail, we have our fees, which are in line with our contract. We have required communications. At this stage, we are required to communicate to you our plan and approach, as well as the fact that we haven't found any independence issues, so we consider EY to be independent of the Senate.

We have our thought leadership, so we have included a few links to support you in your oversight role that might be of interest to you. Then we have our engagement letter, which contains the terms and conditions under which we are engaged to perform the audit.

At a high level, that's what I was going to summarize, but we're happy to answer any questions you might have.

The Chair: Thank you very much for that.

Senator Downe: Thanks for the overview. I particularly appreciate you not reading every word of it since we've already done that. That was a good overview.

On your chart on the 2023 audit plan, I have a few questions in trying to educate myself. Under the audit approach, it says that "we expect to take a substantial audit approach testing accounts." How does that work? What percentage do you test? Do you go to the highest-spending area? Do you look for random imperfections in the recording? How does that work?

Ms. Gignac: It's a mixture. When we're actually doing test of details, we do key items that are over a certain threshold. Then we also do random testing where we can pick any transaction.

Au milieu, nous avons notre engagement numérique. Nous continuerons d'utiliser notre portail EY Canvas pour mettre des renseignements à la disposition des gestionnaires et du personnel du Sénat, et pour faire un suivi du déroulement de l'audit. Depuis quelques années, nous faisons tous nos audits virtuellement, ce qui n'a pas nui au travail, mais nous pourrons travailler sur place si le Sénat le souhaite. Nous allons vraiment collaborer avec les gestionnaires du Sénat. S'ils travaillent sur place, nous serons là également, mais si c'est nécessaire, la réalisation virtuelle de l'audit ne nous préoccupe pas.

Ensuite, du côté droit, il y a d'autres éléments à prendre en considération. Nous nous attendons à faire l'audit cette année en juin ou en juillet. Notre équipe comprend M. Givogue, qui en fait partie depuis plusieurs années, ainsi que moi-même, et nous recevrons le soutien du personnel pour donner suite à l'engagement.

Plus loin, dans les annexes, dont je ne vais pas parler en détail, il y a nos honoraires, qui correspondent à ce qui est indiqué dans notre contrat. Nous avons des renseignements à communiquer. À ce stade-ci, nous devons vous communiquer notre plan et notre approche, et vous dire que nous n'avons pas trouvé de problèmes d'indépendance, ce qui signifie que nous estimons que l'organisation EY est indépendante du Sénat.

Nous avons notre leadership éclairé. Nous avons donc ajouté quelques liens pour vous soutenir dans le rôle de surveillance qui pourrait vous intéresser. Nous avons ensuite notre lettre d'engagement, qui contient les modalités selon lesquelles nous nous sommes engagés à réaliser l'audit.

Dans l'ensemble, c'est ce que je voulais résumer, mais nous serons heureux de répondre aux questions que vous pourriez avoir.

Le président : Merci beaucoup de ces explications.

Le sénateur Downe : Merci pour le survol. Je vous suis particulièrement reconnaissant de ne pas avoir lu le document mot pour mot puisque nous l'avons déjà fait. C'était un bon survol.

J'ai quelques questions à propos de votre tableau sur le plan d'audit de 2023 pour essayer d'y voir plus clair. Dans le passage sur l'approche adoptée, il est écrit que vous envisagez d'adopter une approche d'audit approfondi pour réaliser des tests sur les comptes. De quelle façon procédez-vous? Quel est le pourcentage de comptes visés? Examinez-vous le domaine où les dépenses sont les plus élevées? Cherchez-vous des imperfections aléatoires dans les documents? Comment procédez-vous?

Mme Gignac : C'est un mélange. Lorsque nous faisons des tests de détail, nous le faisons sur des postes clés qui dépassent un certain seuil. Nous faisons également des tests aléatoires qui peuvent porter sur n'importe quelle transaction.

We sometimes do substantive analytics. That could be that we know how many people there were last year and how many this year. We look at changes in salaries, and then we determine where we think the payroll should actually be. We do analytics like that to make sure it is reasonable.

Then when we're doing journal and entry testing, we take all of the data and look for other unusual items, such as something that is entered by someone that we wouldn't expect to have entered a transaction, something entered on a day we wouldn't expect — like a holiday — or unusual phrases that might indicate something we might want to look at. There are varying ways, and it can get picked for different reasons based on them.

Senator Downe: Thank you. You say at the end of that same statement, "confirmation and test of details." Explain "test of details."

Ms. Gignac: A test of details, at a high level, is what I was just explaining. It's where we're actually picking a transaction and looking at the underlying support for that transaction. So we might pick an expense and want to see the invoice and the payment details so we can actually determine that, yes, that expense did actually occur, it occurred within a period and was actually paid. So we will sometimes look at whether it was approved by someone, as well.

Senator Downe: So it's hard to give a percentage of these test details you're doing, I assume. You're only drawn to what looks different in effect.

Ms. Gignac: It depends on what the composition of the expense is in a year. We will randomly or judgmentally decide the number that we will test that are random. For key items, it depends on how many significant transactions there actually are. In a year when you spend a lot of money in a lot of big transactions, they might all get picked from key items, and then you might do fewer random samplings in a year with only a few large items. So it is a bit judgmental.

Senator Downe: This is the last question. On salaries and benefits, what areas do you look at?

Ms. Gignac: We usually do substantial analytics. That is where we look at what payroll was last year and this year, and what has changed. Does the change make sense based on what we know happened within the organization? It's the number of

Nous appliquons aussi parfois des procédures analytiques, par exemple en comparant le nombre de personnes qu'il y avait l'année dernière au nombre de personnes de l'année en cours. Nous regardons les changements de salaire, et nous déterminons ensuite autour de quel montant la masse salariale devrait se situer. Nous faisons ce genre d'analyses pour nous assurer que c'est raisonnable.

Ensuite, lorsque nous réalisons des tests sur les écritures de journal, nous prenons toutes les données et nous cherchons d'autres postes inhabituels, comme quelque chose qui est inscrit par une personne qui ne fait habituellement pas de transactions, quelque chose inscrit un jour où on ne s'y attendrait pas, par exemple un jour férié, ou des phrases inhabituelles qui pourraient indiquer quelque chose que nous voudrions peut-être examiner. Il existe divers moyens, et une transaction peut être signalée ainsi pour différentes raisons.

Le sénateur Downe : Merci. À la fin de la même phrase, vous parlez de confirmations et de tests de détail. Je vous prie d'expliquer en quoi consiste les « tests de détail ».

Mme Gignac : Un test de détail, de manière générale, est ce que je viens tout juste d'expliquer. Nous choisissons une transaction et nous examinons sur quoi elle repose. Nous pourrions donc choisir une dépense et demander de voir la facture et les détails de paiement pour pouvoir déterminer si la dépense a effectivement eu lieu, à quel moment elle a eu lieu et si elle a été payée. Nous regardons également parfois si quelqu'un l'a approuvée.

Le sénateur Downe : Il est donc difficile de donner le pourcentage de tests de détail que vous effectuez, je suppose. Vous n'êtes concrètement attiré que par ce qui semble être différent.

Mme Gignac : Cela dépend de ce qui compose la dépense au cours de l'année. En exerçant notre jugement ou de façon aléatoire, nous allons choisir le nombre de tests aléatoires que nous effectuerons. Pour les postes clés, cela dépend du nombre de transactions importantes. Lorsqu'on dépense beaucoup d'argent en faisant de nombreuses grandes transactions au cours d'une année, il est possible qu'elles soient toutes considérées comme des postes clés, et il pourrait y avoir moins d'échantillons aléatoires lorsqu'il n'y a que quelques postes importants. Il faut donc exercer un peu son jugement.

Le sénateur Downe : C'est ma dernière question. Pour ce qui est des salaires et des avantages, sur quels aspects vous penchez-vous?

Mme Gignac : Nous nous servons habituellement de procédures analytiques. C'est ici que nous comparons la masse salariale de l'année précédente à celle de l'année en cours, pour voir ce qui a changé. Le changement est-il logique en fonction de

people who are there and the salary changes that took place. Then we will do some test of detail as well, where we actually tie out to a payroll ledger.

Senator Downe: Great.

The Chair: Before we go to our next question, I remind committee members that we are in public. We will keep some time at the end of the meeting to go in camera for some questions of a more sensitive matter, if need be.

[*Translation*]

Ms. H. Fortin: Thank you for presenting your plan, Ms. Gignac. We are both in the same field. We conduct audits every day and I have a keen interest in that. I also find that your plans are always well prepared, well done and properly adapted to the situation.

I have two questions for you.

First, you set your materiality threshold at 2.5% of the planned expenditures. I am curious as to why you chose 2.5%. Why not 2% or why not increase it to 3% if you have gained a lot of confidence in recent years?

Second, given that a lot of positions in the organization are vacant, in your procedures, are you going to more closely examine the impact on the system of internal control over financial reporting, or ICFR, which is designed to protect the integrity of financial information? We know very well that key controls can be affected by vacancies and it is important to consider that.

Those are my two questions about your plan, which is very well done by the way.

[*English*]

Ms. Gignac: Thank you. From a materiality perspective, we will be at the higher end of the range — if the business is viable, if we feel that there isn't debt and that the entity is not going public, then we will be at the higher end of the range. The Senate itself could probably be at the higher end of the range, and we would not generally expect it to be the low end of the range. We could have chosen 2, 2.75 or we could have chosen 3. I like to not be at the very high end of the range in this instance, because it gives us breathing room if numbers change year over year. We have to manage that from an audit perspective. We are quite comfortable in the current year and in prior years being at the higher end of the materiality range, but not at the top of it.

ce que nous savons à propos de ce qui s'est fait dans l'organisation? Il est question du nombre de personnes et des modifications salariales observées. Nous faisons ensuite aussi des tests de détail, en les validant au moyen d'un livre de paye.

Le sénateur Downe : Excellent.

Le président : Avant de passer à la prochaine question, je rappelle aux membres du comité que la réunion est publique. Nous allons avoir un peu de temps à la fin pour siéger à huis clos et poser des questions plus délicates, au besoin.

[*Français*]

Mme H. Fortin : Madame Gignac, merci beaucoup pour la présentation de votre plan. Votre domaine, c'est aussi le mien. Nous faisons de l'audit tous les jours et c'est quelque chose qui m'interpelle beaucoup. De plus, je trouve que vos plans sont toujours bien préparés, bien faits et bien adaptés à la situation.

J'ai deux questions à poser.

Premièrement, vous établissez la base de votre seuil de signification, ce qu'on appelle en anglais « materiality », à 2,5 % des dépenses prévues. J'étais curieuse de savoir pourquoi c'était 2,5 %. Pourquoi pas 2 %? Pourquoi ne pas l'augmenter à 3 %, si vous avez acquis beaucoup de confiance au cours des dernières années?

Deuxièmement, dans vos procédures, étant donné que beaucoup de postes sont vacants dans l'organisation, allez-vous examiner de plus près les répercussions sur le système de contrôle interne en matière de rapports financiers, ou CIRF, qui est conçu pour protéger l'intégrité de l'information financière. On sait fort bien qu'en situation de vacances, cela peut faire bouger les contrôles clés, et c'est là que c'est important de s'y attarder.

Voilà mes deux questions au sujet de votre plan, qui, par ailleurs, est très bien fait.

[*Traduction*]

Mme Gignac : Merci. Du point de vue de l'importance relative, nous allons nous rapprocher de la fourchette supérieure, si l'organisation est viable, que nous estimons qu'elle n'est pas endettée et qu'elle ne fait pas un appel public à l'épargne. Le Sénat pourrait probablement se situer dans la fourchette supérieure, pas dans la fourchette inférieure, ce qui serait généralement inhabituel. Nous aurions pu choisir 2, 2,75 ou 3. J'aime ne pas être tout en haut de l'échelle dans ce cas-ci, car je préfère que nous ayons une marge de manœuvre lorsque les chiffres changent année après année. Nous devons gérer cela du point de vue de l'audit. Nous sommes plutôt à l'aise en haut de l'échelle d'importance relative pour ce qui est de l'année en cours et des années précédentes, mais pas tout en haut.

With respect to ICFR and vacant positions, we aren't relying on controls from an audit perspective. We will walk through the processes and if we identify concerns, we will raise them with management, and we would certainly raise them with you as well. We won't necessarily see specific impacts on ICFR as a result of vacancies. At a high level, I wouldn't expect that there will be any impact from our audit plan perspective as a result of that, but if we identify any issues, we will bring them to your attention.

Senator Wells: On the audits, what kind of access do you have to source documents? Do you have automatic access, or do you request the documents? What is the time frame in which you would typically expect them to be provided?

And finally, is there any analysis done using artificial intelligence, or is it all by hand and paper?

Niguel Givogue, Senior Manager, Assurance Services, Ernst & Young LLP: With regard to the first part of your question, senator, we do provide a list of all requests to Senate management, and then we are provided with supporting documentation in a very timely fashion. We also have access to Unit4, so when we get into testing of invoices, it is easier for us to pull the information directly.

For example, with payroll documentation, we won't have direct access to that, but if we do need access, we'll request it from management and we'll get that in a timely fashion.

In regard to AI, we do not employ AI on this audit, just given the extent of our testing. It would be inefficient.

Senator Wells: Mr. Lanctôt, do you assign a point person for the audit period to respond to the auditor, or is it done through general inquiries to your office? How does the Senate handle that during the audit period?

Pierre Lanctôt, Chief Financial Officer, Finance and Procurement Directorate, Senate of Canada: Thank you for the question. Essentially, we have one person that is the point person on a daily basis, but everybody else in finance or procurement or the entire organization support — so we have one person who, if there is a request, will find the right person to address the information.

Senator Wells: That person is pulled into that position for the period of the audit? After that and before that, they are in their regular job?

À propos du contrôle interne sur l'information financière et des postes vacants, nous nous fions à des contrôles pour réaliser l'audit. Nous allons passer en revue les processus et si nous avons des préoccupations, nous allons en faire part à la direction, et nous aimerions certainement vous les signaler également. Nous n'allons pas nécessairement voir de répercussions attribuables aux postes vacants sur le contrôle interne concernant l'information financière. Dans l'ensemble, je ne m'attends pas à des répercussions attribuables à cela dans le cadre de notre audit, mais si jamais nous cernons des problèmes, nous allons les porter à votre attention.

Le sénateur Wells : Lorsque vous faites des audits, quel genre d'accès aux documents sources avez-vous? Avez-vous un accès automatique, ou demandez-vous les documents? Dans quel délai vous attendez-vous habituellement à les recevoir?

Et enfin, vous servez-vous parfois de l'intelligence artificielle pour faire une analyse, ou est-ce toujours fait à la main sur papier?

Niguel Givogue, chef d'équipe senior, Service de certification, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. : Pour répondre à la première partie de votre question, sénateur, nous remettons une liste de toutes les demandes aux gestionnaires du Sénat, et on nous transmet ensuite très rapidement des documents à l'appui. Nous avons également accès au logiciel Unit4, et lorsque nous arrivons aux tests concernant les factures, il est plus facile pour nous d'obtenir directement l'information.

À titre d'exemple, pour ce qui est des documents relatifs à la paye, nous n'avons pas d'accès direct, mais si nous en avons besoin, nous le demandons directement aux gestionnaires et nous l'obtenons rapidement.

À propos de l'intelligence artificielle, nous ne nous en servons pas pour cet audit, tout simplement à cause de la portée de nos tests. Ce serait inefficace.

Le sénateur Wells : Monsieur Lanctôt, nommez-vous une personne-ressource pour répondre à l'auditeur, ou est-ce fait au moyen de demandes générales de votre bureau? Comment le Sénat gère-t-il cela pendant l'audit?

Pierre Lanctôt, dirigeant principal des finances, Direction des finances et de l'approvisionnement, Sénat du Canada : Merci de poser la question. Essentiellement, nous avons une personne-ressource tous les jours, mais tout le monde dans le domaine des finances ou de l'approvisionnement prête main-forte. Autrement dit, nous avons quelqu'un qui, s'il y a une demande, trouve la bonne personne pour obtenir l'information.

Le sénateur Wells : La personne remplit ces fonctions pendant l'audit, et avant et après, elle occupe son poste habituel, n'est-ce pas?

Mr. Lanctôt: Part of that person's job is to work on the financial statements. It's one of our analysts who worked on the preparation of financial statements as well as other financial reports, but during a period of a couple of months, that person is the point of contact —

Senator Wells: Their responsibility.

Mr. Lanctôt: — but also works on some other things.

Senator Wells: Okay. Thank you.

Mr. Plamondon: Ms. Gignac, thank you very much for the plan and the report. I think it's quite appropriate. I wanted to ask a question and give some context. You have noted that your approach is essentially analytical review and substantive test of details, which contrasts with a compliance audit in which you would be evaluating the system of internal control and the framework for internal controls. If the internal controls work, great; then you wouldn't expect there to be a problem with the details. It's very intensive and expensive and time-consuming to go in and evaluate the whole system of internal controls.

However, you did mention when you were looking at the test of details, you would look at the source documents, as the senator would say, and make sure that it lines up with how that transaction is posted and shows up in the general ledger and, ultimately, in the financial statements. You also mentioned that you would ensure that the appropriate approvals were attached to that particular expenditure, which would suggest, depending on the amount of an expense, who would be required as the approving authority, which, in effect, is part of the system of internal control.

In the circumstance where you found that an approval was missing, that there was a gap in the internal controls, what would be your general response to that sort of finding?

Ms. Gignac: We will sometimes look at the approvals as well; that's true. If we identified something that we clearly felt was a deficiency or an issue from a control perspective, we would have a discussion with management about it. Our first step would be to understand what the actual impact is. Is there a concern here? Is there something that we should raise with them? So we would have a discussion.

Mr. Plamondon: As a follow-up question, would that be something that you would ordinarily include in a management letter that would be presented to the Audit and Oversight Committee, which we could discuss either in a session like this or even in an in camera session?

Ms. Gignac: We will sometimes issue a management letter, if we feel it's significant enough to bring to those charged with governance attention. Sometimes having a discussion with

M. Lanctôt : Cette personne s'occupe déjà des états financiers dans le cadre de ses fonctions. Elle fait partie de notre équipe d'analystes qui ont préparé les états financiers et d'autres rapports financiers. Pendant deux ou trois mois, elle est le point de contact...

Le sénateur Wells : C'est sa responsabilité.

M. Lanctôt : ... mais elle s'occupe aussi d'autres dossiers.

Le sénateur Wells : Je vois. Merci.

M. Plamondon : Madame Gignac, merci beaucoup pour le plan et le rapport. Je pense que c'est tout à fait approprié. Je voulais vous poser une question et situer un peu le contexte. Vous avez dit que votre approche consiste essentiellement à faire un examen analytique et des tests de détail, ce qui contraste avec un audit de conformité dans lequel vous évaluez le système de contrôles internes et le cadre pour les contrôles internes. Si les contrôles internes fonctionnent, c'est excellent; on s'attendrait alors à ce que les détails ne posent pas de problème. Il est très exigeant, très coûteux et long de se rendre sur place et d'évaluer tout le système de contrôles internes.

Vous avez toutefois mentionné que lorsque vous faites les tests de détail, vous examinez les documents sources, comme l'a dit le sénateur, pour vous assurer que c'est conforme à la façon dont la transaction est inscrite dans le grand livre et, au bout du compte, dans les états financiers. Vous avez également mentionné que vous vous assureriez que les approbations appropriées ont été accordées pour la dépense, ce qui indiquerait, selon le montant de la dépense, qui doit agir à titre d'autorité d'approbation, et qui fait effectivement partie du système de contrôles internes.

Lorsque vous vous rendez compte qu'il manque une approbation, qu'il y a une lacune dans les contrôles internes, de quelle façon réagissez-vous généralement?

Mme Gignac : Nous examinons parfois aussi les approbations; c'est vrai. Lorsque nous observons quelque chose qui semble manifestement être une lacune ou poser problème du point de vue du contrôle, nous en discutons avec les gestionnaires. La première étape pour nous est de comprendre les répercussions. Y a-t-il lieu d'être préoccupé? Y a-t-il quelque chose que nous devrions porter à leur attention? Nous aurions une discussion.

M. Plamondon : J'ai une question complémentaire. Serait-ce quelque chose qui est ordinairement mentionné dans une lettre aux gestionnaires qui serait présentée au comité de l'audit et de la surveillance et dont nous pourrions discuter dans une réunion comme celle-ci ou même à huis clos?

Mme Gignac : Nous publions parfois une lettre à la direction, si nous estimons assez important de la signaler aux gestionnaires. Parfois, une discussion avec la direction permet de régler le

management, they will address it then and there or explain to us what the issue is. We do use judgment in determining whether we will bring a management letter.

If we don't bring a management letter, we will at least document the issue in our audit results so that it's still available to the committee to discuss and so that they are aware of whatever we discuss with management.

Mr. Plamondon: As a final point to forecast, when you come back with your final audit, it's the type of question I would likely ask. Thank you.

[*Translation*]

Senator Dupuis: There are two points on page 5 of your document that I would like to clarify with you.

Can you help me to better understand the matter of services provided without charge in priority sectors? Why are you interested in the fact that some services provided by other organizations, namely certain departments, are not charged to the Senate's budget?

What are you looking at there?

[*English*]

Ms. Gignac: In the financial statements, services provided without charge are actually valued and put into the financial statements for certain services. That's why, because they show up in the financial statements as a line item, we are interested as the auditor to make sure those are accurately reflected.

As far as what we do, we confirm with other departments as to what services were provided and the value they have attributed to that, and make sure that it feels reasonable.

[*Translation*]

Senator Dupuis: Thank you. That answers my question. My second question has to do with client accounts. First, what do the client accounts represent? Second, on what basis do you choose to review them? Do you carefully review all client accounts or do you just choose a certain number from year to year?

[*English*]

Mr. Givogue: Accounts receivable, senator, will depend on whether there are any key items, then we will pick those based on just a dollar amount — them exceeding a certain dollar amount — and then we would do representative testing through direct confirmations.

problème sur-le-champ ou de s'en faire expliquer la nature. C'est le bon sens qui dicte l'envoi de cette lettre.

À défaut de l'envoyer à la direction, nous relevons au moins le problème dans les résultats de notre audit, pour que le comité puisse en discuter et qu'il sache de quoi nous discutons avec la direction.

M. Plamondon : Pour que, finalement, vous en soyez prévenus, quand vous nous représentez devant nous avec le rapport définitif de votre audit, c'est le genre de question que je serais susceptible de poser. Merci.

[*Français*]

La sénatrice Dupuis : Il y a deux points que j'aimerais clarifier avec vous, à la page 5 de votre document.

Dans les secteurs prioritaires, pouvez-vous m'aider à mieux comprendre la question des services reçus gratuitement? Qu'est-ce qui vous intéresse dans le fait que des services assurés par d'autres organismes, notamment certains ministères, ne sont pas attribués au budget du Sénat?

Que regardez-vous à cette étape-là?

[*Traduction*]

Mme Gignac : Les services fournis sans frais sont affectés d'une valeur et signalés dans les états financiers de certains services. C'est parce qu'ils y figurent comme postes budgétaires que, en notre qualité d'auditeurs, nous tenons à nous assurer de la fidélité des écritures.

Nous nous chargeons d'obtenir d'autres ministères confirmation des services fournis et de la valeur qu'ils leur ont attribuée, en nous assurant de la plausibilité des renseignements.

[*Français*]

La sénatrice Dupuis : Merci; cela répond à ma question. Ma deuxième question concerne les comptes client; qu'est-ce que les comptes clients représentent, d'abord? Ensuite, sur quelle base choisissez-vous de les examiner? Examinez-vous soigneusement tous les comptes clients, ou sélectionnez-vous un certain nombre d'entre eux d'une année à l'autre?

[*Traduction*]

M. Givogue : L'audit des comptes clients dépend de la présence d'éléments particuliers que nous sondons à partir d'une valeur minimale — elle excède tel montant — puis nous faisons des sondages représentatifs par le biais de confirmations directes.

[Translation]

Senator Dupuis: If I understand you correctly, you will verify whether the payment that was made by the Senate Administration for an expenditure made by a senator in the context of managing their office budget, for example, corresponds with what was billed. Is that it or do you go further?

[English]

Ms. Gignac: This doesn't specifically relate to senators' expenses. In the accounts receivable would be amounts that are receivable that are owing to the Senate, and we would go and look at who owes it to the Senate, do they agree that they owe it to the Senate. Then we will look at subsequent receipts as well and support that they actually did receive it after year end. That's how we look at that.

[Translation]

Senator Dupuis: Thank you. That answers my question.

How closely do you look at senators' office expenditures whether for this year or another year, or how closely do you need to look at them as part of your audit? Is that something you even look at?

[English]

Mr. Givogue: For expenses or anything that is hitting the expense line item on the financial statements, again we will take a key item approach and then we will perform tests of details. Some of the senators' expenses are subject to being picked up randomly.

[Translation]

Senator Dupuis: Great. Thank you. That answers my question.

[English]

The Chair: Are there any other questions for the team?

We will move to in camera questions.

(The committee continued in camera.)

[Français]

La sénatrice Dupuis : Si je comprends bien, vous allez vérifier si le paiement qui a été, par exemple, effectué par l'Administration du Sénat, pour ce qui est d'une dépense qui est effectuée par un sénateur dans le contexte de la gestion du budget de son bureau, correspond à ce qui avait été facturé. S'agit-il bien de cela, ou allez-vous plus loin?

[Traduction]

Mme Gignac : Ça ne se rapporte pas précisément aux dépenses des sénateurs. Dans les comptes clients, il se trouverait des sommes dues au Sénat, et nous chercherions à déterminer le nom du débiteur et s'il reconnaît cette dette. Nous examinons ensuite les reçus ultérieurs, également, et nous confirmons leur réception après la fin de l'exercice. C'est notre façon de faire.

[Français]

La sénatrice Dupuis : Merci; cela répond à ma question.

Quel regard portez-vous, ou quel regard êtes-vous appelés à porter dans le cadre de votre audit, par exemple, sur les dépenses des bureaux des sénateurs, que ce soit cette année ou les autres années? Ou alors vous ne le faites jamais?

[Traduction]

M. Givogue : Pour les dépenses ou tout ce qui correspond à tel poste de dépense dans les états financiers, nous privilégions de nouveau les éléments particuliers et nous effectuons des tests de détails. Certaines dépenses de sénateurs sont assujetties à des contrôles aléatoires.

[Français]

La sénatrice Dupuis : Parfait, merci; cela répond à ma question.

[Traduction]

Le président : Y a-t-il autres questions pour l'équipe?

Poursuivons la période de questions à huis clos.

(La séance se poursuit à huis clos.)